

Accordi in materia di circolazione stradale, stipulati fra l'Italia ed altri Stati in Ginevra, il 28-30 marzo 1931, e resi esecutori nel Regno con legge 15 giugno 1933, n. 886.

Accordi in materia di circolazione stradale, stipulati fra l'Italia ed altri Stati in Ginevra il 28-30 marzo 1931, e resi esecutori nel Regno con legge 15 giugno 1933, n. 886,

Convention sur l'unification de la signalisation routière.

Les Hautes Parties contractantes,

Désireuses d'augmenter la sécurité du trafic par route et de faciliter la circulation routière internationale par un système unitorme de signalisation routière,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président du Reich allemand :

Le docteur Paul Eckardt, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Le docteur ingénieur h. c. F. Pflug, Conseiller ministériel au Ministère des Communications;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. J. de Ruelle, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande :

M. E. Simoni, Sous-Chef de Section au Ministère des Travaux publics.

Le Président de la République de Pologne, pour la Ville libre de Dantzig :

Le docteur Wladyslaw Rasinski, ancien Directeur du Département des Douanes au Ministère des Finances.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

M. Carlos Resines, Secrétaire général de l'Automobile-Club royal d'Espagne.

Le Président de la République française :

M. C. Walckenber, ancien Inspecteur général des Mines.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

M. Jean Pelényi, Ministre résident, Chef de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. C. DE CONSTANTIN DE CHATEAUNEUF, Consul général à Genève.

Son Altesse Royale la Grande Duchesse de Luxemboura:

M. Charles VERMAIRF, Consul à Genève.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bus:

Le Jonkheer F. Beelaerts van Blokland, Ministre des Affaires étrangères.

Le Président de la République de Pologne :

Le docteur Wladyslaw RASINSKI, ancien Directeur du Département des Douanes au Ministère des Finances.

Le Conseil Fédéral suisse :

M. Henri Rothmund, Chef de la division de la police du Département fédéral de Justice et Police;

M. Samuel Häusermann, Inspecteur général des Douanes et Suppléant du Directeur général des Douanes.

M. Max Ratzenberger, Chef adjoint de la division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

Le Président de la République tchécosloraque:

M. Václav Roubik, ingénieur, Directeur au Ministère des Travaux publics, ancien Ministre. Le Président de la République de Turquie:

Cemal Hüsnü bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Sa Majesté le Roi de Yougoslavie :

M. Hiya Choumenkovitch, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes adoptent le système international de signalisation routière décrit dans l'Annexe à la présente Convention et s'engagent à l'introduire ou le faire introduire le plus tôt possible dans ceux de leurs territoires auxquels s'applique cette Convention. A cet effet, elles procéderont à la mise en service des signaux qui sont prévus dans l'Annexe susdite au fur et à mesure de la mise en place de signaux nouveaux ou du renouvellement de ceux actuellement existants. Le remplacement complet des signaux non conformes au système international sera réalisé au plus tard dans un délai de cinq aunées, à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, pour chacune des flautes Parties contractantes.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à procéder ou à faire procéder, dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, au remplacement des signaux qui, tout en présentant les caractéristiques d'un signal du système international, serviraient à fournir une indication différente.

Art. 3.

Les signaux décrits et figurés à l'Annexe seront, autant qu'il est possible, les seuls placés sur les routes pour la police de la circulation.

Dans les cas où il serait nécessaire d'introduire quelque autre signal, celui-ci devrait, par ses caractéristiques générales de forme et de couleur, rentrer dans le système des catégories prévues à l'Annexe.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes interdiront que soient placés sur la voie publique des panueaux ou inscriptions quelconques qui pourraient prêter à confusion avec les signaux réglementaires ou rendre leur lecture plus difficile. Elles s'opposeront, autant qu'il est en leur pouvoir, à ce que de tels panneaux ou inscriptions soient placés aux abords de la voie publique.

Les Hautes Parties contractantes, en vue d'assurer à la signalisation toute son efficacité, s'efforceront de limiter le nombre des signaux réglementaires au minimum nécessaire.

Les Hautes Parties contractantes s'opposeront à l'apposition sur un signal réglementaire de toute inscription étrangère à l'objet de celui ci et qu'elles jugeraient de nature à en diminuer la visibilité ou à en altérer le caractère.

Art. 5.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, et si ce différend ne peut être réglé directement entre les Parties, le différend peut être soumis pour avis consultatif à la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations.

Art. 6.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature de la ratification ou de l'adhésion que par son acceptation de la présente Convention, elle n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires mentionnés dans ladite déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, rieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations, qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précèdent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification, six mois après réception de cette notification par le Secrétaire général.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, après l'expiration du délai de huit ans mentionné dans l'art. 15, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration, un an après réception de cette déclaration par le Secrétaire général.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres, visés à l'art. 7, les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Art. 7.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra, jusqu'au 30 septembre 1931, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat nou membre représenté à la Conférence qui a établicette Convention ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Art. 8.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notitiera la réception à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'art. 7.

Art. 9.

A partire du 1er octobre 1931, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'art. 7.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés audit article.

Art. 10.

Chaque Haute Partie contractante peut subordonner l'effet de ses ratifications ou de son adhésion aux ratifications ou adhésions d'un ou de plusieurs Membres de la Société des Nations ou Etats non membres désignés par elle dans l'instrument de ratification ou adhésion.

Art. 11.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de ratifications ou adhésions données au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Les ratifications ou adhésions dont l'effet est soumis à la condition prévue à l'article précédent ne seront pas comptées dans ce nombre jusqu'à ce que cette condition soit remplie.

Art. 12.

Les ratifications ou adhésions qui interviendront après l'entrée en vigueur de la Convention produiront leurs effets six mois, soit après la date de leur réception par le Secrétaire général de la Société des Nations, soit après la date à laquelle les conditions visées à l'art. 10 se trouvent remplies.

Art. 13.

Toute Haute Partie contractante pourra en tout temps proposer d'apporter à l'Annexe à la présente Convention telles modifications ou additions qui lui paraîtront utiles. La proposition sera adressée au Secrétaire général de la Société des Nations et communiquée par lui à toutes les autres Hautes Parties contractantes et, si elle est acceptée par toutes les Hautes Parties contractantes (y compris celles ayant déposé des ratifications ou adhésions qui ne seraient pas encore devenues effectives), l'Annexe à la présente Convention sera modifiée en conséquence.

Art. 14.

Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant huit ans, la revision en pourra être demandée à toute, époque par trois au moins des Hautes Parties contractantes.

La demande visée à l'alinéa précédent serait adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui la notifierait aux autres Hautes Parties contractantes et en informerait le Conseil de la Société des Nations.

Art. 15.

Après l'expiration d'un délai de huit ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés à l'art. 7.

La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'au regard du Membre de la Société ou de l'Etat non membre au nom duquel elle aura été effectué.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres de la Société et Etats non membres, liés par les dispositions de la présente Convention, est réduit à un nombre inférieur à cinq, la Convention cessera d'être en vigueur. En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le trente mars mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont des copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 7.

Allemagne: ad referendum - Dr. Eckardt - Dr. Pflug.

Belgique: J. DE RUELLE.

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour les colonies et territoires sous mandat.

Danemark: E. Simoni.

Ville libre de Dantzig: ad referendum - Dr. RA-SINSKI.

Espagne: C. Resines.

France: WALCKENAER.

Je déclare que, par ma signature, la France n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'Algérie, les colonies, protectorats et territoires sous mandat. C. W.

Hongrie: Pelényi.

Italie: C. DE CONSTANTIN.

Luxembourg: Ch. G. VERMAIRE.

Pays-Bas: Pour le Royaume en Europe - BEE-LAERTS VAN BLOKLAND.

Pologne: Dr. Rasinski.

Suisse: Rothmund — Häusermann — Ratzenberger.

Tchécoslovaque: Ing. Václav Roubik.

Turquie: Cemal Hüsnü.

Yougoslavie: I. CHOUMENKOVITCH.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. Il Ministro per gli affari esteri: Suvich.

ANNEXE.

Le système international de signalisation routière comprend les catégories de signaux définies ci-après. Lorsque les couleurs à employer restent facultatives, il est entendu que dans un même pays, elles doivent être, sauf motifs exceptionnels, partout les mêmes pour un même signal.

I. SIGNAUX DE DANGER.

Les signaux de cette catégorie doivent être de forme triangulaire. Leur objet est d'avertir le conducteur de l'approche d'un danger. Ils comprennent:

1º Les signaux institués par la Convention internationale du 24 avril 1926 relative à la circulation automobile (figures 1 à 5 et 7 du tableau I);

2º Un signal destiné à indiquer les dangers autres que ceux prévus à l'alinéa 1º ci-dessus. Ce signal consiste en un

triangle plein, la pointe en haut, portant en son milieu une barre verticale (figure 6 du tableau I).

Lorsque les conditions atmosphériques s'opposent à l'emploi de plaques pleines, la plaque triangulaire peut être évidée. Dans ce cas, elle peut ne pas porter de barre verticale (figure 7 du tableau I).

Le signal est posé perpendiculairement à la route et à une distance de l'obstacle qui ne doit pas être inférieure à 150 mètres ni supérieure à 250 mètres, à moins que la dispositions des lieux ne s'y oppose. Lorsque la distance du signal à l'obstacle est notablement inférieure à 150 mètres, des dispositions spéciales doivent être pri 28;

3º Un signal concernant la priorité de passage (figure 8 du tableau I). Ce signal, qui consiste en un triangle plein, la pointe en bas, indique au conducteur qu'il doit céder le passage aux véhicules circulant sur la voie à laquelle il va aboutir. Ce signal est placé à une distance convenable déterminée d'après les circonstances.

Ne sont pas compris dans les dispositions précédentes les signaux placés au voisinage immédiat des passages à niveau des voies ferrées (croix de Saint-André, etc.), sur lesquelles ne portent pas les stipulations de la Convention.

II. SIGNAUX COMPORTANT DES PRESCRIPTIONS ABSOLUES.

Les signaux de cette catégorie doivent être de forme circulaire. Ils indiquent, soit une interdiction à respecter, soit une obligation à exécuter, édictées par les autorités compétentes.

A. Signaux marquant une interdiction.

Dans ces signaux, la couleur rouge doit prédominer nettement et faire ressortir la forme générale du signal. Les autres couleurs sont facultatives, sauf les prescriptions indiquées ci-après:

- a) Circulation interdite à tous véhicules: Disque rouge avec partie centrale circulaire de couleur blanche ou jaune claire (figure 1 du tableau II).
- b) Sens interdit ou Entrée interdite: Disque rouge avec barre horizontale de couleur blanche ou jaune claire, figure 2 du tableau II).
- c) Interdiction de passage pour certaines catégories de véhicules: Employer le signal a) et indiquer, au moyen d'une figurine appropriée, placée dans la partie centrale de couleur blanche ou jaune claire, la catégorie de véhicules visée par l'interdiction (figures 3 à 5 du tableau II).
- d) Limitation du poids: Pour interdire le passage de véhicules pesant plus d'un certain poids, le chiffre, exprimant en tonnes le poids-limite, est inscrit sur la partie centrale de couleur blanche ou jaune claire des signaux a) ou c) (figures 6 et 7 du tableau II).
- e) Limitation de la vitesse: Pour interdire les vitesses supérieures à une limite déterminée, le nombre exprimant cette limite en kilomètres par heure est inscrit sur la partie centrale blanche ou jaune claire du signal a) (figure 8 du tableau II).
- f) Interdiction de stationner: Ce signal indique que le stationnement est interdit du côté de la voie publique où le signal est placé. La partie centrale du disque est bleue, entourée d'une large bordure rouge et barrée diagonalement d'un trait rouge (figure 9 du tableau II). Le signal peu être complété par des indications telles que: heures pendant lesquelles le stationnement est interdit, etc.
- g) Interdiction de parquer: Disque rouge avec partie centrale circulaire de couleur blanche ou jaune claire portant la lettre P et barrée diagonalement d'un trait rouge (figure 10 du tableau II).

B. Signaux marquant une obligation a exécuter.

- h) Sens obligatoire: Ce signal indique, au moyen d'une flèche, la direction que les véhicules doivent suivre en exécution de prescriptions réglementaires (figure 11 du tableau II). Le choix des couleurs est facultatif, sous la condition que la couleur rouge ne prédomine jamais et qu'elle soit même totalement exclue si le foud du disque est de couleur bleue (afin d'éviter toute confusion avec le signal f).
- i) Arrêt à proximité d'un poste de douane: Ce signal indique l'approche d'un poste de douane où l'on doit s'arrêter.

Il consiste en un disque rouge avec partie centrale circulaire de couleur blanche ou jaune claire portant une barre horizontale de couleur foncée. Le mot « Douane » est inscrit sur le disque dans les langues nationales des deux pays limitrophes ou tout au moins dans la langue du pays où est placé le signal (figure 12 du tableau II).

III. SIGNAUX COMPORTANT UNE SIMPLE INDICATION.

Les signaux de cette catégorie doivent être de forme rectangulaire. Le choix des couleurs est facultatif, étant entendu que la couleur rouge ne doit en aucun cas prédominer.

a) Signal de parcage autorisé: Ce signal indique les emplacements où les véhicules peuvent être parqués. Une plaque rectangulaire, bleu de préférence, portera la lettre P. Elle peut porter, en outre, des inscriptions donnant

des indications complémentaires telles que: durée pendant laquelle le parcage est autorisé (figure I du tableau III).

b) Signal de prudence: Ce signal indique que les conducteurs des véhicules doivent observer une prudence particulière en raison du danger qu'ils sont susceptibles de faire courir à d'autres usagers de la route (par exemple, à l'approche d'une école, d'un usine, etc.).

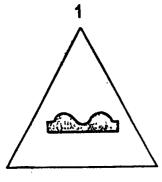
Ce signal consiste en un rectangle dont le fond est de couleur foncée et sur lequel se détache un triangle équilatéral de couleur blanche au jaune claire (figure 2 du tableau III).

Une inscription ou une figurine peut en préciser la signification.

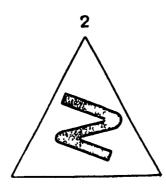
- c) Signal indiquant l'emplacement d'un poste de secours: Ce signal indique la proximité d'un poste de secours
 organisé par une association officiellement reconnue. Il est
 recommandé de le constituer par un rectangle dont le petit
 côté, horizontal, mesure les deux tiers du grand côté, le
 fond de la plaque étant de couleur foncée, encadré d'un
 filet blanc, et le centre de la plaque portant, dans un carré
 blanc mesurant au moins 0 m. 30 de côté, un emblème
 approprié (voir, à titre d'exemples, les figures 3 et 3-bis
 du tableau III).
- d) Signaux de localités et d'orientation: Ces signaux indiquent, soit une localité, soit la direction vers une ou plusieurs localités avec ou sans notation de distance. Lorsqu'ils indiquent une direction, l'un des petits côtés du rectangle peut être remplacé par une pointe de flèche (voir, à titre d'exemple, figures 4 et 5 du tableau III).

TABLEAU I.

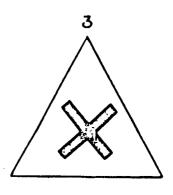
SIGNAUX DE DANGER.



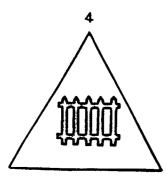
Cassis,



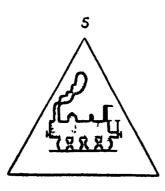
Virage.



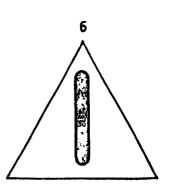
 ${\bf Croisement.}$



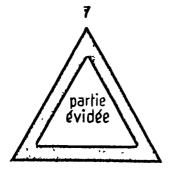
Passage à niveau gardé



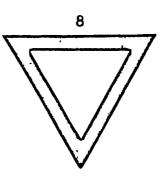
Passage à niveau non gardé



Danger autre que ceux indiqués par les signaux 1-5 du présent Tableau.



Signal alternatif général de danger destiné à etre employé lorsque les conditions atmosphériques ne permettent pas l'emploi de plaques pleines.

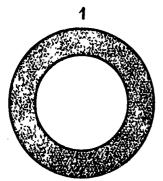


Signal concernant la priorité de passage.

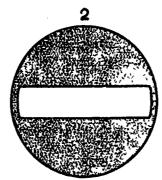
TABLEAU II.

SIGNAUX COMPORTANT DES PRESCRIPTIONS ABSOLUES.

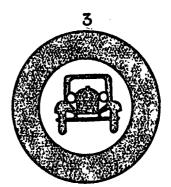
SIGNAUN MARQUANT UNE INTERDICTION.



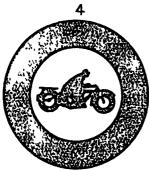
Circulation interdite à tous véhicules.



Sens interdit ou entrée interdite.



Circulation interdite aux automobiles.



Circulation interdite aux motocyclettes,



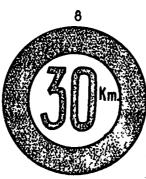
Interdit pour tous véhicules automobiles.



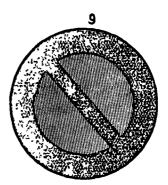
Limitation du poids



Interdit aux automobiles dont le poids dépasse 5,5 t.



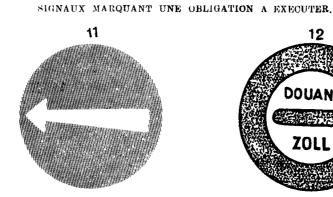
Vitesse maximum



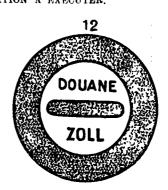
Interdiction de stationner.



Interdiction de parquer



Sens obligatoire.

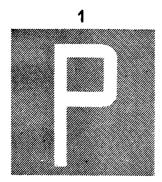


Arrêt à proximité d'un poste de douane.

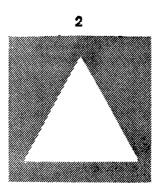
 $N.B. \sim$ Les signaux 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 12 sont en couleur rouge: dans l'énterieur en couleur noir les ns. 3, 4, 5, 6, 7, 8, 40 et 12 et en couleur bleu le n, 9. Le signal n, 11 est en couleur bleu.

TABLEAU III.

SIGNAUX COMPORTANT UNE SIMPLE INDICATION.

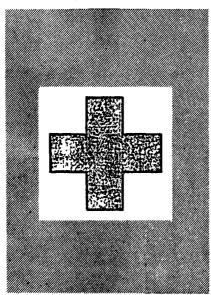


Signal de parcage autorisé.

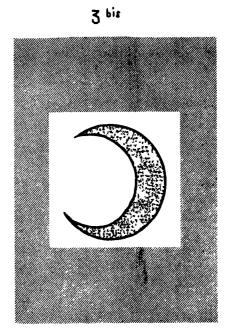


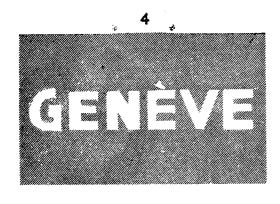
Signal de prudence.

3



Signaux indiquant l'emplacement d'un poste de secours.
(à titre d'exemple).





Signaux de localité et d'orientation.

N.B. — Les signaux sont en couleur bleu; les signaux 3 et 3-bis dans l'interieur sont en couleur rouge.

Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers.

Les Hautes l'arties contractantes,

Désireuses de faciliter la circulation internationale des automobiles;

Considérant qu'une exonération fiscale aussi étendue que possible des véhicules automobiles étrangers présenterait à cette fin un intérêt essentiel,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. J. DE RUELLE, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au dela des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

M. Percival Charles Franklin, du Ministère des trasports.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

M. E. Simoni, Sous-Chef de Section au Ministère des Travaux publics.

Le Président de la République de Pologne pour la Ville libre de Dantzig:

Le Docteur Wladyslaw RASINSKI, ancien Directeur du Département des Douanes au Ministère des Finances.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

M. Carlos Resines, Secrétaire général de l'Automobile-Club royal d'Espagne,

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. C. DE CONSTANTIN DE CHATEAUNEUF, Consul général à Genève.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:

M. Charles VERMAIRE, Consul à Genève.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. J. F. Schönfeld, Administrateur au Ministère du Waterstaat:

M. L. Meijers, Administrateur, Chef de la Division des Douanes et Accises au Ministère des Finances.

Le Président de la République de Pologne :

Le Docteur Wladyslaw Rasinski, ancien Directeur du Département des Douanes au Ministère des Finances.

Le Président de la République portugaise :

M. A. M. FERRAZ DE ANDRADE, Chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. K. I. Westman, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Conseil Fédéral suisse :

M. Henri ROTHMUND, Chef de la divisione de la Police du Département fédéral de Justice et Police;

M. Samuel Häusermann, Inspecteur général des Douanes et Suppléant du Directeur général des Douanes.

M. Max RATZENBERGER, Chef adjoint de la division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

Le Président de la République Tohécoslovaque:

M. Václav Roubík, Ingénieur, Directeur au Ministère des Travaux publics, ancien Ministre.

Le Président de la République de Turquie:

Cemal Hüsnü bey, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil Fédéral suisse.

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes:

Article premier.

Les véhicules automobiles immatriculés dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui circulent temporairement sur le territoire d'une autre, sont exemptés, dans les condictions précisées par les articles ci-après, des impôts au taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles dans tout ou partie du territoire de cette dernière Haute Partie contractante. Cette exemption ne s'étend pas aux impôts ou taxes de consommation.

Sont toutefois exclus de la présente Convention les véhicules servant, moyennant rémunération, au transport des personnes, ainsi que les véhicules affectés au transport des marchandises.

Art. 2.

L'exonération établie par l'article premier est accordée, dans le territoire de chaque Haute Partie contractante, pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans ce territoire dans le délai d'un an; ce délai est compté, jour pour jour, à partir de la date de la délivrance du carnet fiscal visé à l'article 3.

Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, toute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toutefois, le jour de sortie n'est pas compté lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour intermédiaire.

Pour le calcul des impôts et taxes afférents à la partie du séjour dépassant la durée de l'exonération, le traitement accordé ne sera pas moins favorable que celui appliqué aux véhicules immatriculés dans le territoire où les impôts et taxes sont prélevés.

Art. 3.

Pour bénéficier de l'exonération visée aux articles précédents, le véhicule doit être muni d'un carnet fiscal international établi d'après le modèle figurant en annexe à la présente Convention et délivré par l'autorité compétente du territoire d'immatriculation ou par un organisme habilité à cet effet par ladite autorité.

Le carnet est présenté pour visa aux bureaux de douane frontières à l'entrée et à la sortie du territoire de la Haute Partie contractante intéressée.

Art. 4.

Lorsqu'un véhicule entré dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes sous le couvert d'un carnet fiscal en sort sans que le visa de sortie ait été apposé et sans qu'on puisse établir la date de sortie, ce carnet peut être considéré comme sans valeur dans ledit territoire.

Art. 5.

Le carnet tiscal est valable durant un an à partir de la date de sa délivrance. Si le véhicule change de propriétaire ou de détenteur, ou si le numéro d'immatriculation en est changé. les modifications nécessaire sont apportées au carnet par l'autorité compétente ou par l'organisme habilité par cello ci Avant l'expiration de la durée de validité susindiquée; il ne peut pas être délivré, pour le même véhicule, un nouveau carnet, hormis le cas d'immatriculation dans le territoire d'une autre Haute Partie contractante. Il n'est jamais fourni de duplicata d'un carnet fiscal.

Art. 6.

En matière de péages ou autres rétributions analogues payables sur place, les véhicules visés au premier alinéa de l'article premier ne seront pas traités moins favorablement que les véhicules immatriculés dans le territoire où ces péages ou rétributions sont perçus.

Art. 7.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention et si ce différend ne peut être réglé directement entre les Parties, le différend peut être soumis pour avis consultatif à la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations.

Art. 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que par son acceptation de la présente Convention, elle n'assume aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer ou des territoires placés sous sa suzeraineté ou sous mandat : dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires mentionnés dans ladite déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification, six mois après réception de cette notification par le Secrétaire général.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, après l'expiration du délai de deux ans mentionné dans l'article 17, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats et territoires d'outre-mer, ou des territoires placés sous sa suzeiaineté ou sous mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après réception de cette déclaration par le Secrétaire général.

Le Secrétaire général communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés à l'article 10 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Art. 9.

Les interprétations et réserves figurant au Protocole annexe ci-joint sont adoptées et auront même force, valeur et durée que la présente Convention.

Art. 10.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra, jusqu'au 30 septembre 1931, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre représenté à la Conférence qui a établi

cette Convention ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Art. 11.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article 10.

Art. 12.

A partir du 1^{er} octobre 1931, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 10.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés audit article.

Art. 13.

Chaque Haute Partie contractante peut subordonner l'effet de ses ratifications ou de son adhésion aux ratifications ou adhésions d'un ou plusieurs Membres de la Société des Nations ou Etats non membres désignés par elle dans l'instrument de ratification ou adhésion.

Art. 14.

La présente Convention entrera en viguer six mois après la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de ratifications ou adhésions données au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. Les ratifications ou adhésions dont l'effet est soumis aux conditions prévues à l'article précédent ne seront pas comptées dans ce nombre jusqu'à ce que ces conditions soient remplies.

Art. 15.

Les ratifications ou adhésions qui interviendront après l'entrée en vigueur de la Convention produiront leurs effets six mois, soit après la date de leur réception par le Sccrétaire général de la Société des Nations, soit après la date à laquelle les conditions visées à l'article 13 se trouvent remplies.

Art. 16.

Aprè que la présente Convention aura été en vigueur pendant deux ans, la revision pourra en être demandée à toute époque par trois au moins des Hautes Parties contractantes.

La demande visée à l'alinéa précédent scrait adréssée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui la notifierait aux autres Hautes Parties contractantes et en informerait le Conscil de la Société des Nations.

Art. 17.

Après l'expiration d'un délai de deux ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes.

La dénonciation sera faite sous forme de notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations qui en informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés à l'article 10.

La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne

sera opérante qu'au regard du Membre de la Société ou de l'Etat non membre au nom duquel elle aura été effectuée.

Si, à la suite de dénonciations simultanées ou successives, le nombre des Membres de la Société et Etats non membres tiés par les dispositions de la présente Convention est réduit à un nombre inférieur à cinq, la Convention cessera d'être en vigueur.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le trente mars mol neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont des copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres mentionnés à l'article 10.

Belgique: J. DE RUELLE.

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour les colonies et territoires sous mandat.

Grande Bretagne et Irlande du Nord: ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non Membres séparés de la Société des Nations - I declare that my signature does not include any colonies, protectorates or overseas territories or territories under suzerainty or mandate (1) - P. C. Franklin.

Danemark: E. Simoni.

Ville Libre de Dantzig; ad referendum - Dr. Rasinski.

Espagne: C. Resines.

Italie: C. DE CONSTANTIN.

Luxembourg: Ch. G. VERMAIRE.

Pays-Bas: J. F. Schönfeld — M. L. Meijers.

Pologne: Dr. Rasinki.

Portugal - Je déclare que, par ma signature, le Portugal n'assume aucune obligation en ce qui concerne ses colonies - A. M. Ferraz de Andrade.

Suède: K. I. Westman.

Suisse: Rothmund - Häusermann - Ratzenberger.

Tchécoslovaque: Ing. Václav Roubik.

Turquie: Cemal Hüssü.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

11 Ministro per gli affari esteri: Suvich.

Annexe a la Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers.

MODELE DE CARNET FISCAL INTERNATIONAL.

Ce carnet est libellé dans la langue ou les lángues officielles du pays qui le délivre. La couverture, de couleur bleu clair, portera traduction, dans chacune des langues des Hautes Parties contractantes, de ces mots: « Carnet fiscal international ».

Les indications manuscrites portées sur ce carnet doivent au moins être écrites en caractères latins ou en cursive, dite anglaise.

Ce carnet contient 48 pages numérotées.

Le format est celui du modèle ci-joint (environ 135 mm. × 218 mm.).

PROTOCOLE ANNEXE.

1. Ad Article 2.

Il est etendu que la Suisse, tout en laissant aux autres Hautes Parties contractantes la faculté d'appliquer vis-à-vis d'elle le système de la présente Convention, pourra continuer à appliquer le système actuellement en vigueur sur son territoire d'une exemption pour quatre-vingt-dix jours consécutifs, renouvelable à chaque entrée. Au cas où cette période d'exonération serait dépassée, l'impôt y afférent pourra être prélevé conformément à la législation suisse.

Si la Suisse était amenée à introduire le système de la présente Convention, il serait bien entendu qu'elle serait tenue de prélever l'impôt suivant les dispositions de cette Convention.

II. Ad Article 3.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de prescrire l'accomplissement des formalités prévues au dernier alinéa de l'article 3 dans un bureau frontière autre que le bureau de douane.

(Couverture.)

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

Nº

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENEVE

⁽¹⁾ Traduction: le déclare que ma signature ne s'applique pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires sous suzeraineté ou mandat.

(Page 1.)

[Nom du pays.]

CARNET FISCAL INTERNATIONAL

CONVENTION INTERNATIONALE DE GENEVE DU 30 MARS 1931

de circulation ou de détention accordée aux véhicules automobiles pour un ou plusieurs séjours représentant une durée totale de quatre-vingt-dix jours passés dans chacun des pays auxquels s'applique ladite Convention. Ce Le présent carnet est délivré en vue de l'exemption des impôts ou taxes carnet n'est valable que pendant un an à compter de la date de sa délivrance

demeurant & pour le véhicule automobile dont le signalement est le suivant: Genre du véhicule

Numéro du moteur (8) Numéro d'immatriculation figurant sur les plaques du pays qui Marque du châssis Numéro du châssis

Cachet de l'autorité

Non et prénoms du propriétaire ou détenteur.
 Ville, rus, numéro.
 Signature de l'autorité ou de l'organisme habilite per cellecu.
 Visa de l'autorité.

(Page 2.)

pendant un an à partir du jour de sa délivrance. Avant l'expiration de ce délai, il ne peut être délivré, pour le même véhicule, ni nouveau certificat Le présent carnet est valable dans tous les pays mentionnés ci-dessous ni duplicata

LISTE DES PAYS.

CHANGEMENT DE PROPRIBTAIRE OU DE DETENTEUR.

ou détenteur du véhicule pour lequel le pré-		M. demeurant à		a comme propriétaire ou détenteur du véhicule pour lequel le prése été délivré.		ou détenteur du véhicule pour lequel le pré-	
demeurant &	Cachet de l'autorité	M. demeurant à	Cachet de l'autorité	M. demeurant à	Cachet de l'autorité	M. demeurant à	Cachet de (A)

Nom et prénoms du nouveau propriétaire ou détenteur.
 Ville, rue, numéro.
 Lieu et date.
 Signature de l'autorite ou de l'organisme habilité par celle-oi

CHANGEMENT DE NUMÉRO D'IMMATRICULATION.

nouveau	(E)	a reçu le nouveau	E 8	Le véhicule pour l equel le présent car net a été délivré a reçu le nouveau	(3)	попувая	(S)
An :	· :	, ž		ů.		n .	
) SI .		<u> </u>			
reçu le		Je :	• •	a :		a reçu le	
nś.		nós		nģ.		nða	
8 .		. r		£ .		<u> </u>	
			• •	. e			
délivré 	: :	délivré	• •	livi ·		délivré	!
de		dé		dé.		dé.	
été	le :	été 	e :	été · ·	i ie		e : :
ದೆ .	: :	d	: .	æ .		, a	: .
net :		net 		net .		net	
: .		08r)		carri	· ·	3 a.r .	
i :		ŧ :		nt o		t .	
Le véhicule pour lequel le présent carnet léro d'immatriculation:	•	Le véhicule pour lequel le présent carnet a néro d'immatriculation:	•	ėsej		Le véhicule pour lequel le présent carnet néro d'immatriculation:	: 1
pr	:	pr .	•	T.	•	nd .	: 1
e .	:	9	:	. .	•] le	:
luel ion	€	lue] ion	€	uel Ion	€	uel	€
leq lat	3	leg lat	2	leq Ilati	3	leg lati	
it.	:	ur icu		ur icu	i	ur icu	1
pc nati	İ	pc nati		pc		pc	
hicule pour lequel	,	hicule pour lequel d'immatriculation:	ı .	hicule pour l equel d'immatriculation :	11	hicule pour lequel d'immatriculation	,,
shic d'i	3 3	shic a'i	2 <u>2</u>	shic d'i	a te	hic d'i	_ 25
ro v	Cachet de l'autorité	Ž Q	Cachet de l'autorité	, ē	Cachet de l'autorité	o v	Cachet de l'autorité
Le v numéro	l'ach	Le v numéro	l'a.u	Le v numéro	l'au	Le v numéro	l'au
пп		na		nu		a	
						,	

⁽¹⁾ Lieu et date (2) Signature de l'autorité ou de l'organisme habilité par celleca

(Page 5.)

VISAS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

visité).
pays
Ę
(Nom
•
•

Entréc		Nonibre	Total des jours à	Signature de on cachet	Signature de l'agent qualifié ou cachet du bureau
oa sortie	Date	de jours à décompter	depuis la première entrée	Entrée	Sortie
Entrée					
Sortie		,			
Entrée					
Sortie			1		
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					
Entrée					
Sortie					

Voir suite, page No

Note: Pour le calcul de la durée de l'exonération, le jour est compté de minuit à minuit, joute fraction de jour comptant pour un jour entier. Toute-fois, le jour de sortie n'est pas compté lorsque le jour d'entrée et le jour de sortie sont séparés par plus d'un jour intermédiaire.

(Pages 6 et suivantes.)

VISAS D'ENTRÉE ET DE SORTIE.

Entrée		Nombre	Total des jours à	Signature de l on cachet	Signature de l'agent qualiflé on cachet du bureau
on sortic	Date	de jours à décompter	depuis la premiére entrée	Entrée	Sortie
Entrée					
Sortie			·		
Entrée					
Sortie				-	
Entrée		1			
Sortie					
Entrée	,				
Sortie		1			
Entrée		1			
Sortie					
Entrée					
Sortie			PARK		

Arrangement entre autorités douanières pour faciliter l'apurement de triptyques non décharges ou perdus.

Les représentants des administrations douanières

oc l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Etat libre d'Irlande, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Suisse, de la Yougoslavie,

dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

1.

Toutes les fois que dans l'un des pays susmentionnés, la production d'un certificat consulaire pour apurer un triptyque ou carnet de passages en douane est permise, l'intéressé pourra, s'il le préfère, fournir un certificat émanant de l'autorité douanière d'un autre de ces pays, établissant que le véhicule se trouve dans le pays de cette autorité douanière.

Ce certificat douanier devra contenir toutes les spécifications d'identité inscrites au triptyque ou au carnet de passages en douane, et ne devra pas être délivré avant que le véhicule ait été identifié, au cours d'une inspection, comme étant celui qui est mentionné dans ces documents.

H.

Le présent Arrangement, dont les textes français et anglais feront tous deux foi, portera la date de ce jour et restera ouvert à la signature des représentants des autorités douanières de tout gouvernement invité à la Conférence européenne sur la circulation ruotière tenue à Genève du 16 au 30 mars 1931.

Le Secrétaire général portera à la connaissance des gouvernements des pays susmentionnés toutes les signatures qui auront été apposées au présent Arrangement.

TIT

Le présent Arrangement entrera en vigueur quatre-vingtdix jours après qu'il aura été signé au nom de trois administrations douanières, et, par la suite, il deviendra opérant pour tout signataire quatre-vingt-dix jours à partir de la date de sa signature.

IV.

Le présent Arrangement peut être dénoncé par l'un quelconque des signataires, après l'expiration d'un délai d'un

N.B. -- Si omette il testo inglese.

an à partir de la date de son entrée en vigueur pour ledit signataire, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant tous les autres signataires de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne l'administration douanière au nom de laquelle la notification aura été faite.

En foi de quoi les représentants susnommés ont signé le présent Arrangement,

Fait à Genève, le vingt-huit mars mil neuf cent trente et un.

Allemagne: Dr. Pflug.

Autriche: E. Pflügl — 4 août 1931.

Belgique: J. DE RUELLE.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord: P. C. Franklin.

Danemark: E. Simoni.

Espagne: C. Resines - 8 juillet 1931.

France: Lafarque (1).

Grècé: R. Raphaël — 18 août 1931.

Hongrie: Pelényi -- 14 août 1931.

Etat libre d'Irlande: Sean Lestin - 6 mai 1931.

Italie: C. DE CONSTANTIN — 27 mai 1931-IX.

Luxembourg: Ch. G. VERMAIRE.

Pays-Bas: M. L. Meijers — ad referendum (2).

Portugal: A. M. Ferraz de Andrade — Le 26 août 1931.

Nuisse: Rothmund — Häusermann — Ratzen-

Yougoslavie: Foritch Gj -- ad referendum.

(2) La signature a été rendue définitive pour les Pays-Bas a

partire du 11 juin 1931.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

p. It Ministro per gli affari esteri: Suvich.

⁽¹⁾ Par lettre en date du 27 mai 1931, le Ministre des affaires étrangères de la République française a informé le Secrétaire géuéial que la signature apposée le 28 mars 1931 avait été donnée ad referendum, et que ladite signature pouvait être tenue pour définitive à partir du 15 avril 1931.